



Région
Hauts-de-France

Envoyé en préfecture le 02/05/2023

Reçu en préfecture le 02/05/2023

Publié le

ID : 059-200053742-20230502-23002743-AR

S²LO

LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 4231-3 ;

Vu la délibération n° 2021.01136 du Conseil régional du 2 juillet 2021 portant élection du Président du Conseil régional ;

Vu l'arrêté n°22008474 du Président du Conseil régional portant organisation des services de la Région Hauts-de-France au 1^{er} décembre 2022 ;

Vu l'arrêté n°21005745 du 31 août 2021 du Président du Conseil régional portant délégation de signature concernant la Direction de la Biodiversité ;

Considérant la nécessité de garantir, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil régional, le bon fonctionnement et la continuité de l'administration régionale ;

ARRETE m°23002743

ARTICLE 1 : PERIMETRE DE DELEGATION

Le périmètre de la délégation de signature concernant la Direction de l'eau et de la biodiversité est fixé comme suit pour les actes, pièces et documents signés dans les domaines et matières relevant des attributions de la Direction :

Concernant la gestion des RH

- 1) les actes relatifs à la gestion courante du personnel à l'exclusion du recrutement, de la rémunération, de l'avancement et des mutations : avis relatifs à la gestion du personnel lorsqu'ils sont requis par les procédures internes, validation des congés et congés exceptionnels, rapports sur la manière de servir et tous autres actes et documents dès lors qu'ils ne relèvent pas des exclusions fixées au présent point ;
- 2) les ordres de mission des agents pour leurs déplacements sur le territoire national et régional,

Concernant les contrats de la commande publique et sous réserve du respect des objectifs de la politique régionale d'achat et des procédures internes

- 3) les actes relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que tous avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget, à l'exclusion de tout acte dont le montant excède 90 000 € HT ;
- 4) les actes et correspondances relatifs à la préparation des concessions et délégations de service public et leurs avenants éventuels ;
- 5) les actes et correspondances relatifs à l'exécution des contrats de concessions et délégations de service public quel que soit le montant et des avenants y afférents, à l'exception de la résiliation ;
- 6) l'exemplaire unique des marchés délivré sur demande des entreprises en vue d'un nantissement ;

Concernant le service fait

- 7) tout document et justificatifs permettant de matérialiser et d'attester de la réalité du service fait dans le respect des règles comptables et de la procédure de contrôle et de certification des dépenses ;

Concernant l'encaissement des recettes

- 8) tout document et pièces justificatives permettant l'émission des titres de recette dans le respect des règles de la comptabilité publique ;

Concernant les certificats administratifs et attestation

- 9) tout certificat administratif et attestation à établir aux fins de répondre aux exigences de justification auprès du comptable public, d'autres administrations ou de tiers ;

Concernant les courriers de transmission d'informations

- 10) tout courrier de transmission d'informations dès lors que l'information est publique ou n'emporte pas de conséquences juridiques, à l'exclusion des courriers ne relevant pas du périmètre de la fonction ;

Concernant la clôture des PO FEDER/FSE/IEJ 2014-2020

- 11) les avenants aux conventions attributives d'aides européennes à l'exclusion de ceux attribuant une aide européenne et/ou régionale complémentaire ;
- 12) les décisions unilatérales accordant toute prolongation de délai dans la limite du 31/12/2023 pour la réalisation de l'opération financée et l'éligibilité des dépenses et dans la limite du 31/01/2024 pour la remontée des dépenses par le bénéficiaire ;

Concernant les programmations 2014-2022 et 2023-2027 des mesures Natura 2000

- 13) tous les actes, documents et correspondances nécessaires à l'instruction des demandes d'aide tant au titre du FEADER qu'au titre de la part régionale, et notamment les accusés de réception ;
- 14) les certificats de service fait et/ou de conformité afférents auxdites aides ;
- 15) tous les actes, documents et correspondances nécessaires à la conduite de la procédure contradictoire écrite mise en place avec les bénéficiaires dans le cadre d'un contrôle ;
- 16) les réponses à apporter aux recours administratifs ;
- 17) les avenants aux conventions attributives d'aides à l'exclusion de ceux portant sur l'attribution d'une aide complémentaire européenne et/ou régionale.

ARTICLE 2 : DELEGATION AUX DIRECTRICE ET DIRECTRICE ADJOINTE

2.1 : Délégation de signature est accordée à Madame Isabelle PUGLISI, Directrice à la Direction de l'eau et de la biodiversité, à l'effet de signer les actes mentionnés à l'article 1 du présent arrêté.

2.2 : En cas d'absence ou empêchement de la Directrice, et, le cas échéant, en cas d'absence ou empêchement, du responsable identifié à l'article 3 du présent arrêté, Madame Fanny MILBLED, Directrice adjointe à la Direction de l'eau et de la biodiversité, signe l'ensemble des actes pour lesquels celui-ci a reçu délégation à l'exclusion des points 11) et 12) de l'article 1.

ARTICLE 3 : DELEGATION AU RESPONSABLE DE SERVICE

Délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Yves JOUNIAU, Responsable du service « connaissance et éco-citoyenneté », à l'effet de signer dans le cadre de la gestion des agents et des activités de son service :

- les actes visés au point 1) de l'article 1 ;
- les actes visés au point 2) de l'article 1 pour les seuls déplacements sur le territoire régional ;
- les documents et justificatifs visés au point 7) de l'article 1 conformément à l'organisation interne de la Direction ;
- les documents et pièces justificatives visés au point 8) de l'article 1, lorsque l'organisation de la Direction l'autorise.

ARTICLE 4 : L'arrêté n° 21005745 du 31 août 2021 du Président du Conseil régional est abrogé.

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent arrêté sera exécutoire de plein droit dès qu'il aura été procédé à sa publication, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans la Région, en application des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales et de celles du 2° de l'article L. 4141-2 du même code.

Fait à Lille le

02 MAI 2023



Xavier BERTRAND

Publié le